

Agir avec le Sud

SOS Faim Rapport 2008



Sommaire

Editorial	2
Le paradoxe de la crise financière	
Stratégie	3
Des actions qui font sens	
Partenariats	4
Face aux défis, des actions communes	
Géographie des partenariats	8
Focus	10
La microfinance, c'est aussi au Nord	
Communication	11
Une information claire et efficace	
Ressources	14
Le financement, la base de tout projet	
Finances	16
Comptes et bilan 2008	
Organisation	18
SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg : une étroite coopération	

Editorial

Un paradoxe dans la crise financière

Le monde connaît une crise financière sans précédents. La faillite de quelques grandes banques américaines a entraîné, par un effet « dominos », un certain nombre d'établissements européens dans la tourmente. Cette crise financière, devenue mondiale, a déclenché une crise économique et la récession que nous traversons.

Les événements récents auront eu le mérite de nous ouvrir les yeux sur un monde financier mû essentiellement par la recherche du profit et dont les produits, de plus en plus complexes, ont masqué la fragilité de leur base. Un capitalisme débridé ignorant les principes d'une saine gestion du risque a gonflé artificiellement les actifs des bilans au détriment d'une gestion saine à moyen et à long terme. Il a négligé les bases mêmes du crédit bancaire: promotion de projets économiques, évaluation rationnelle des risques représentés par l'emprunteur et juste rémunération du capital.

Et pourtant, le bon exemple vient de là où on ne l'attendrait pas : dans les pays du Sud aux structures financières moins « sophistiquées » et aux capacités d'épargne et d'investissement limitées, les institutions de microfinance ont trouvé le chemin d'une saine gestion bancaire. A l'abri des subprimes et des actifs toxiques, elles se consacrent à leur métier de banquiers promoteurs du développement économique et social.

Par exemple, Kafo Jiginew, institution malienne de micro-crédit, récolte l'épargne des producteurs de coton qu'elle prête aux paysans sous forme de crédits pour leur permettre d'investir dans l'amélioration de leurs exploitations agricoles. Depuis 20 ans SOS Faim est impliquée dans ce réseau mutualiste de caisses d'épargne et de crédit qui dessert plus de 200.000 clients. Outre le Mali, comme l'illustre ce rapport d'activités, SOS Faim soutient en Afrique et en Amérique Latine un grand nombre d'initiatives visant à donner aux populations paysannes l'accès au microcrédit.

La crise financière a débuté mi-2007, aggravant une situation économique existant au Sud. La crise alimentaire par contre dure depuis des décennies et, comme les années précédentes, 2008 aura mobilisé toutes nos énergies. La souveraineté alimentaire des pays du Sud reste un thème central dans les activités de SOS Faim. Il s'agit de la clé du développement des agricultures du Sud. Et l'accès au crédit est l'un des moyens fondamentaux pour y parvenir à condition qu'il soit fondé sur des principes éthiques et sur le respect des priorités du développement.

En dépit des succès acquis, la crise économique actuelle frappe injustement et durement les économies des pays du Sud : selon les dernières prévisions de la FAO, les objectifs du Millénaire en matière de réduction de la sous-alimentation sont d'autant plus loin d'être atteints.

En 2009 comme en 2008, SOS Faim est plus que jamais déterminée à poursuivre ses efforts en faveur du développement de la microfinance et de la souveraineté alimentaire dans les pays du Sud.

Freddy Destrait
Secrétaire Général

Jean-Jacques Beauvois
Président

Des actions qui font sens

Si 2007 avait été l'occasion, pour SOS Faim, d'élaborer son nouveau cadre stratégique 2008-2013, 2008 aura été l'année des premières concrétisations et de la mise en place des premiers outils.

UN CADRE STRATÉGIQUE

Conformément à la philosophie de SOS Faim, le cadre stratégique vise à soutenir les ruraux dans leur lutte contre la pauvreté et s'articule autour d'objectifs resserrés, tant au Nord qu'au Sud.

Pour les actions menées au Nord, il s'agissait :

- de renforcer l'influence des acteurs du Sud sur les politiques du Nord et leur mise en œuvre ;
- de développer un réseau citoyen au Nord défendant les intérêts et positions des acteurs ruraux du Sud ;
- de renforcer les compétences professionnelles des acteurs de la coopération au Nord, notamment en matière de microfinance rurale et de soutien aux organisations paysannes.

En ce qui concerne le Sud, trois axes principaux sont tracés :

- favoriser localement un cadre politique et institutionnel plus favorable aux ruraux ;
- améliorer et pérenniser l'accès des populations rurales aux services financiers ;
- améliorer les performances agricoles en termes de production, de transformation et de commercialisation.

DES ACTIONS EN VÉRITABLE PARTENARIAT

SOS Faim a, depuis sa création, toujours veillé à articuler son action autour de prin-

cipes visant à travailler de manière structurée avec les organisations partenaires.

C'est pourquoi, une fois encore, SOS Faim a privilégié un travail de fond avec des partenaires locaux à même d'exercer une réelle influence économique ou politique. La durée et la stabilité des engagements de SOS Faim permettent une collaboration renforcée et une définition commune, avec les organisations locales, des moyens et des objectifs.

C'est dans cette optique que s'est organisé le déploiement des partenariats avec, notamment, la CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes) au Mali, l'APSS (Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane), certaines plateformes membres du ROPPA (Réseau des Organisations de Producteurs et de Paysans d'Afrique de l'Ouest) ou encore la FONGS (Fédération Nationale d'Organisations Paysannes) au Sénégal. Sans oublier quantité de centrales de production ou de coopératives d'envergure plus locale, tant en Afrique qu'en Amérique du Sud.

Ce mode de fonctionnement, propre à SOS Faim depuis sa création, rencontre par ailleurs les grands principes de la Déclaration de Paris signée en 2005 qui vise à améliorer l'efficacité de l'aide tant dans le chef des pays donateurs que dans le chef des pays bénéficiaires.

L'implication de SOS Faim dans le développement par la microfinance est cohérente et illustrative de cet état d'esprit :



Photo : Francesco Fantini - CEPESIU

Les projets de SOS Faim visent à assurer la souveraineté alimentaire dans les pays partenaires

- soutien d'institutions de microfinance locales (IMF) dans le Sud
- relayé par les garanties financières émises dans le Nord
- pour le développement de projets locaux sélectionnés par les IMF
- favorisant, dans la plupart des cas, la souveraineté alimentaire.

Face aux défis, des actions communes !

En 2008, les projets n'ont à nouveau pas manqué, SOS Faim collaborant étroitement avec des partenaires au Cameroun, au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, en Ethiopie, en Erythrée, en République démocratique du Congo, en Bolivie, au Pérou et en Equateur.

A côté des projets proprement dits, diverses réflexions ont été menées :

- **finance rurale** : c'est la question des relations, collaborations et synergies entre organisations de producteurs et institutions financières qui a été privilégiée, notamment par la participation à un atelier pendant la Semaine européenne de la microfinance ;
- **Afrique de l'Ouest** : l'accent a été mis sur un renforcement des ressources affectées aux actions d'information au sein de 4 plateformes paysannes afin de mieux structurer les propositions de nos partenaires en matière de sécurité alimentaire ;
- **développement local** : lors de la rencontre annuelle des partenaires latino-américains, qui avait pour thème le

rôle des organisations de producteurs dans le développement économique local, SOS Faim a présenté ses différentes expériences.

LA THÉMATIQUE DE LA MICROFINANCE AURA ÉTÉ PARTICULIÈREMENT PRÉSENTE EN 2008.

Muhammad Yunus, qui a fondé la Grameen Bank en 1977, première institution de microcrédit, aura permis la reconnaissance et la crédibilité internationales de la microfinance en recevant le Prix Nobel de la Paix en 2006.

SOS Faim n'aura pas attendu cette consécration pour s'intéresser à cette discipline. Car un des piliers de la stratégie de SOS Faim a toujours été de soutenir la création d'activités économiques créatrices de revenus en milieu rural. Pour cela, il convient de créer un environnement financier favorable qui permette de renforcer la capacité d'investissement des paysans, leur accès au crédit et au marché. Par :

- **des fonds de crédit locaux** : qui permettent aux populations défavorisées, n'ayant pas accès au crédit bancaire local, de financer leurs activités économiques ;
- **des fonds de capitaux destinés aux opérations** : qui renforcent la structure financière d'organisations de producteurs agricoles ;
- **des appuis à des réseaux de caisses d'épargne et de crédit** : qui favorisent la création de véritables banques appartenant aux partenaires et gérées par eux ;

- **des fonds de garantie** : qui permettent aux partenaires l'accès au crédit bancaire classique avec un effet multiplicateur.

SOS Faim soutient donc, depuis de nombreuses années pour certaines, des organisations impliquées dans des projets de microfinance, comme

- Kafo Jigineu au Mali ;
- la FAPAL (Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack), le FAIR (Fonds d'Appui aux Initiatives Rurales) et le PDIF (Programme de Développement Intégré de Fatick) au Sénégal ;
- Harbu Microfinance et Buusaa Gonofaa en Ethiopie, soutenus par SOS Faim Luxembourg ;
- le PAIDEK (Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu) et le GAMF (Groupe d'Acteurs de MicroFinance) en RDC ;
- le FOGAL (Fonds de Garantie Améri- que Latine) en Bolivie, au Pérou et en Equateur ;
- le FINRURAL (Réseau d'ONG de microfinance rurale), PRORURAL (Association pour le Développement Rural), FINCAFE et FINRURAL en Bolivie ;
- le CAAP (Centro Andino de Acción Popular) et le CEPESIU en Equateur ;
- les coopératives d'épargne et de crédit RONDESA, CREDINARANJILLO, CREDIFLORIDA, LOS ANDES, SAN SALVADOR et CIDERURAL au Pérou.
- En Europe, SOS Faim collabore avec des organismes tels qu'Alterfin qui permettent d'augmenter les capacités d'emprunt de ces mêmes organisations.



Photo : Jean-Louis Brocart - SOS Faim

Le développement de l'activité économique passe par un environnement financier favorable

Partenariats

L'Afrique au centre des enjeux

SOS Faim poursuit son action en Afrique sur deux axes principaux, le renforcement des organisations paysannes et le soutien à l'accès au crédit.

UN ENGAGEMENT SUPRANATIONAL

SOS Faim a continué son travail de partenariat avec 4 plateformes membres du ROPPA (Réseau des Organisations de Producteurs et de Paysans d'Afrique de l'Ouest), au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal.

Au niveau supranational encore, SOS Faim a pris en charge 15 stands d'organisations paysannes sénégalaises et ouest-africaines à la FIARA (Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales), leur permettant de mettre en valeur leurs produits et de trouver de nouveaux débouchés.

LA SÉCURISATION ALIMENTAIRE AU BURKINA FASO

Le PR-GSA, Programme de Renforcement des Greniers de Sécurité Alimentaire, a connu en 2008 une année charnière, avant la phase de consolidation et de renforcement qui démarrera en 2009. On dénombre désormais pas moins de 368 GSA, qui contribuent à l'amélioration de l'alimentation sur un territoire regroupant 800.000 personnes, et qui ont reçu pour près de 500.000€ sous forme de crédits.

AU MALI, PLUSIEURS PROGRAMMES

Dans le cadre d'une donation globale cofinancée par l'Union européenne, SOS Faim travaille au Mali avec 5 partenaires :

- un soutien à la CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali) pour la mise en œuvre de son plan de communication

- une aide à l'AOPP Nationale (Association des Organisations Professionnelles Paysannes) pour le renforcement de la sécurité alimentaire via la promotion des cultures de contre-saison
- une aide à l'AOPP régionale de Ségou visant à gérer de manière concertée les ressources naturelles de la région
- un appui à Faranfasi So, permettant un renforcement des capacités organisationnelles et économiques des OP et des exploitations familiales de la zone Office du Niger
- un renforcement des ressources humaines et des moyens d'action du syndicat Sexagon pour une meilleure défense des intérêts des exploitations familiales membres.

L'APPUI AUX FILIÈRES SÉNÉGALAISES

Avec le Programme de Développement Intégré de Fatick (PDIF), SOS Faim développe des actions suivant 3 axes principaux : la microfinance, l'animation du territoire et l'appui aux filières. Concernant ces dernières, on notera plus particulièrement :

- pour la filière sel, la mise en place de la fédération des producteurs artisanaux de sel, la formation administrative et financière des acteurs de la filière, la création d'un important fonds de roulement pour la commercialisation
- pour la filière anacarde, la mise en place de la fédération des femmes transformatrices d'anacarde, des formations et des aides à la commercialisation
- pour la filière caprine, la mise en place de subventions.



Photo : PFO - SOS Faim

Il y a désormais 368 Greniers de Sécurité Alimentaire au Burkina Faso, ce qui contribue à l'amélioration de l'alimentation



Photo : Gaëlle Turine - SOS Faim

Le PDIF a mis l'accent notamment sur la filière sel

Partenariats

RDC : LE KIVU N'EST PAS OUBLIÉ

Malgré le contexte d'insécurité persistant au Kivu, le Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu (PAIDEK) a poursuivi sa croissance, avec un portefeuille brut de crédit (c'est-à-dire le solde résiduel de tous les prêts en cours) évalué à près de 2 millions USD. Le PAIDEK continue

à octroyer principalement des crédits de court terme à des micro-entrepreneurs individuels ou en groupe. En parallèle à son activité de micro-crédit, le PAIDEK s'est investi dans deux chantiers importants :

- l'installation dans toutes ses agences d'un nouveau système de gestion
- la participation à la définition de la stratégie nationale en microfinance.

LES PARTENAIRES DE SOS FAIM REÇOIVENT DE NOMBREUX PRIX

BUUSAA GONOFAA

Buusaa Gonofaa a reçu cette année le Prix européen de la microfinance décerné lors de la Semaine européenne de la microfinance à Luxembourg. Ce prix récompense les efforts de cette IMF éthiopienne dans le domaine de la performance sociale et plus particulièrement la mise en place d'un outil de suivi de bénéficiaires de crédits. Le co-financement de SOS Faim Luxembourg a visé cette année à couvrir les besoins de Buusaa Gonofaa pour le développement de son activité de crédit mais aussi les investissements réalisés dans son programme de mise en place de caisses villageoises en zones rurales isolées.

PRODIA

Au Burkina Faso, Prodia (Promotion du Développement Industriel, Artisanal et Agricole) est l'institution de microfinance locale chargée de la gestion du fonds de crédit mis à disposition par SOS Faim. Cette année l'association Prodia a été élevée au Grade de Chevalier dans l'ordre de Mérite avec agrafe Sociale et son directeur, Mamadou Ouédraogo, a été élevé au Grade de Chevalier de Mérite avec agrafe Commerce par les autorités du Burkina Faso.

KAFO JIGINEW

Kafo Jiginew est le réseau mutualiste de caisses d'épargne et de crédit, actif dans le sud du Mali et soutenu par SOS Faim depuis plus de 20 ans. Kafo Jiginew a poursuivi sa diversification en 2008, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Le réseau compte désormais 158 caisses, l'encours de crédits atteint près de 25 millions d'euros, soit une progression annuelle de près de 17%. L'appui de SOS Faim a été consacré à l'implantation de Kafo en zone Office du Niger, avec la création de 3 guichets. Le directeur de Kafo Jiginew a été décoré du grade de Chevalier de l'Ordre national du Mali par le Président de la République en récompense de 20 années consacrées au service du développement.



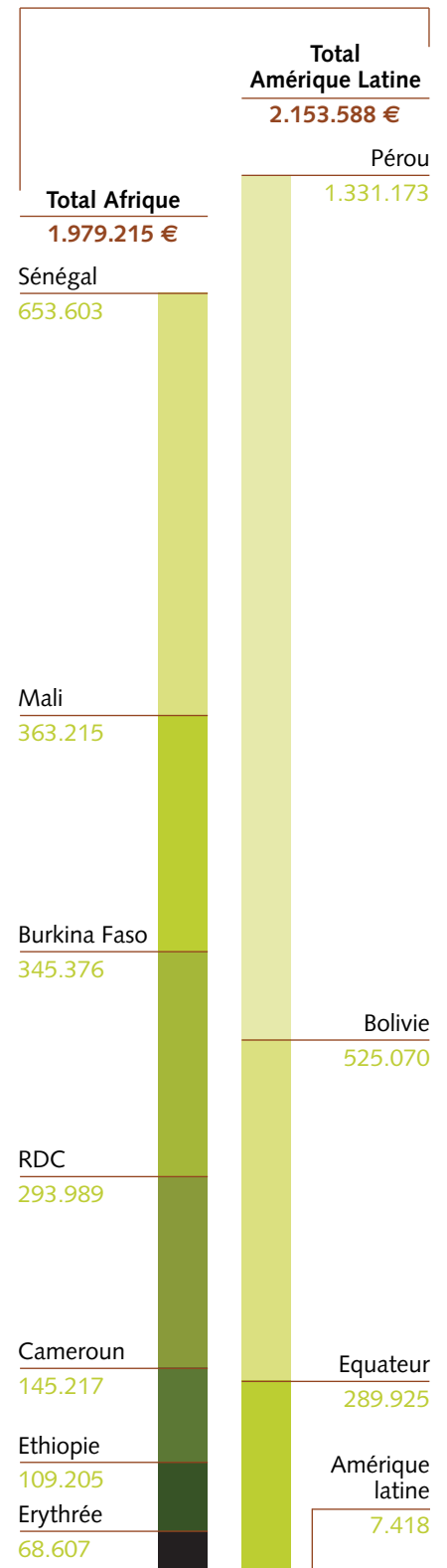
Photo : Jean-Louis Brocart - SOS Faim

Grâce à nos partenaires, l'accès au crédit est grandement facilité.

RÉPARTITION DES TRANSFERTS

Montants alloués par pays en 2008

Total 4.132.803 €



L'Amérique Latine

Les soutiens de SOS Faim en Amérique Latine sont essentiellement de deux ordres : une aide à des organisations paysannes engagées dans des filières telles que le café, le cacao ou plus globalement l'agriculture biologique, et le soutien de l'accès au crédit.

LE FOGAL, LA MICROFINANCE TRANSFRONTALIÈRE

Le Fonds de Garantie Amérique Latine (FOGAL) continue à favoriser l'accès au refinancement pour les institutions de microfinance et au crédit pour les coopératives ou autres organisations paysannes en Equateur, en Bolivie et au Pérou. Le but principal des garanties émises est de permettre aux organisations bénéficiaires de tisser des liens de long terme avec les institutions financières locales pour, à terme, se passer de la garantie du FOGAL.

28 organisations ont bénéficié de garanties pour un montant de 2,85 millions USD. Le montant garanti a permis de prêter 7,55 millions USD. Cet effet multiplicateur (2,65) est possible grâce à la collaboration avec des investisseurs sociaux comme Etimos et Alterfin, mais aussi avec le Programme d'appui à la micro-entreprise au Pérou (PAME) qui offre un multiplicateur pouvant aller jusqu'à 10.

EN BOLIVIE, PRIORITÉ AUX SECTEURS PRODUCTIFS

SOS Faim a soutenu 20 organisations partenaires, dans 7 départements boliviens, en visant à renforcer les organisations paysannes de deux secteurs productifs principaux, l'artisanat rural et l'agriculture biologique au sens large (dont de nombreuses coopératives de café) et à consolider des initiatives de financement rural et de développement local.

L'artisanat rural est une activité importante pour générer des revenus alternatifs, et génère de nombreux emplois,

principalement féminins. SOS Faim a soutenu 7 associations, regroupant près de 3.000 familles d'artisans.

Quant à la production biologique, SOS Faim cherche à développer les circuits de commercialisation, au niveau local, en consolidant les organisations de producteurs. Notamment l'Association des Organisations de Producteurs Biologiques de Bolivie (AOPEB), qui regroupe 55 associations et près de 60.000 petits producteurs biologiques dont elle défend les intérêts au niveau national.

LE RENFORCEMENT DU MICRO-CRÉDIT EN EQUATEUR

En 2008 a été initié un partenariat avec le Centro Andino de Acción Popular (CAAP), visant à renforcer, institutionnellement et financièrement, une vingtaine de coopératives d'épargne-crédit actives en milieu rural.

PÉROU : SUS À LA PAUVRETÉ RURALE

L'action de SOS Faim se déroule sur trois niveaux :

- l'amélioration du cadre politique et institutionnel des acteurs ruraux. Et ce par exemple via le soutien de la CORPAPA (Fédération Nationale des Producteurs de Pommes de Terre) qui fédère plus de 35.000 producteurs dans un secteur jouant un rôle clé dans les politiques de souveraineté alimentaire.
- l'amélioration de l'accès des acteurs ruraux à des services financiers adaptés, SOS Faim soutenant 6 institutions de microfinance.



Photo : SOS Faim

L'artisanat rural est soutenu car il s'agit d'une activité importante pour générer des revenus alternatifs




- l'amélioration des performances des acteurs ruraux en terme de production, transformation et commercialisation. A noter que le soutien aux secteurs du café et du cacao passe de plus en plus par CAFE PERU, une association de second niveau composée de 10 coopératives et regroupant plus de 7.000 familles.

Géographie des partenariats



















PÉROU

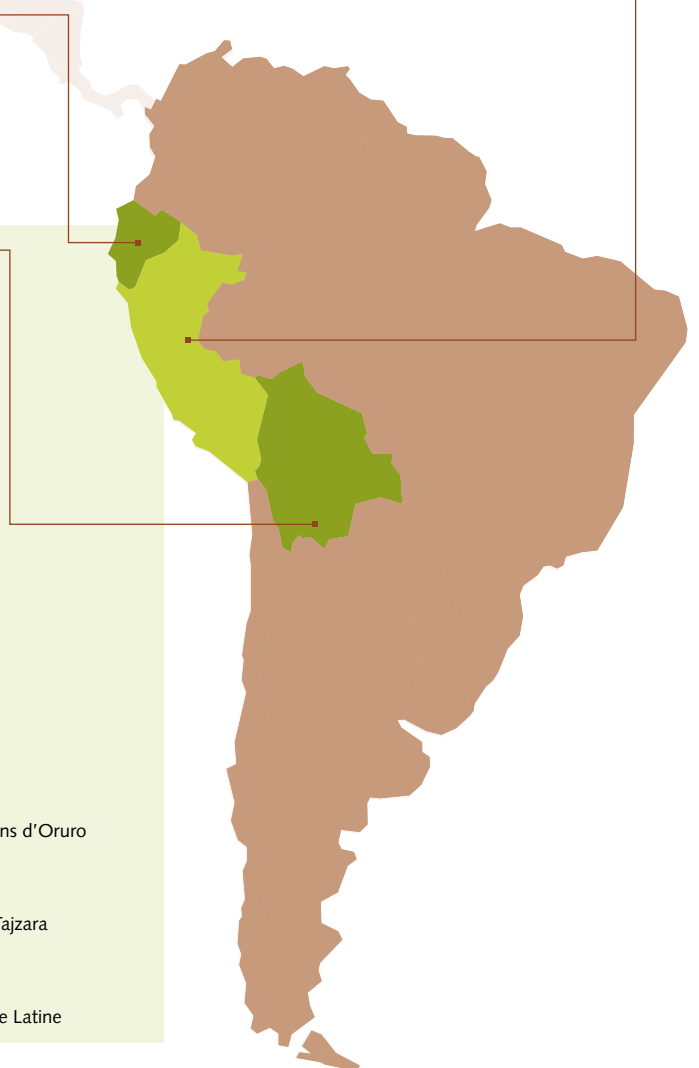
-  **RONDESA**
Coopérative d'Épargne et de Crédit
-  **NARANJILLO**
Coopérative de café et cacao
-  **CREDIRANAJILLO**
Coopérative d'épargne-crédit
-  **SATIPO, PANGO, PERENE, ALTO PALOMAR**
Coopératives de café
-  **CREDFLORIDA**
Coopérative d'épargne-crédit
-  **CECVSI**
Centrale des entreprises paysannes de la Vallée sacrée
-  **CCCCH**
Centrale des Communautés paysannes de Chumbivilcas
-  **VALLE INCAHUASI**
Coopérative de café
-  **MIDE**
«Microcrédito para el Desarrollo - La Chuspa»
-  **ACCCR**
Centrale des communautés paysannes de Ranracancha
-  **LOS ANDES**
Coopérative d'Épargne et de Crédit
-  **LOS LIDERES**
Coopérative
-  **ASCENPROMUL**
Association de producteurs de quinoa de Cabana
-  **SAN SALVADOR**
Coopérative d'épargne-crédit
-  **SAN JUAN DEL ORO**
Coopérative de café
-  **ASSOCIATION CAFE-PERU**
Centrale des organisations de producteurs de café et de cacao du Pérou
-  **APPCACAO**
Association Nationale des producteurs de cacao
-  **COOPECAN**
Coopérative des éleveurs de camélidés
-  **CONVEAGRO**
Convention Nationale du secteur agraire
-  **CORPAPA**
Fédération des producteurs de pommes de terre
-  **CIDERURAL**
Coopérative d'épargne-crédit de développement rural
-  **FOGAL**
Fonds de Garantie Amérique Latine

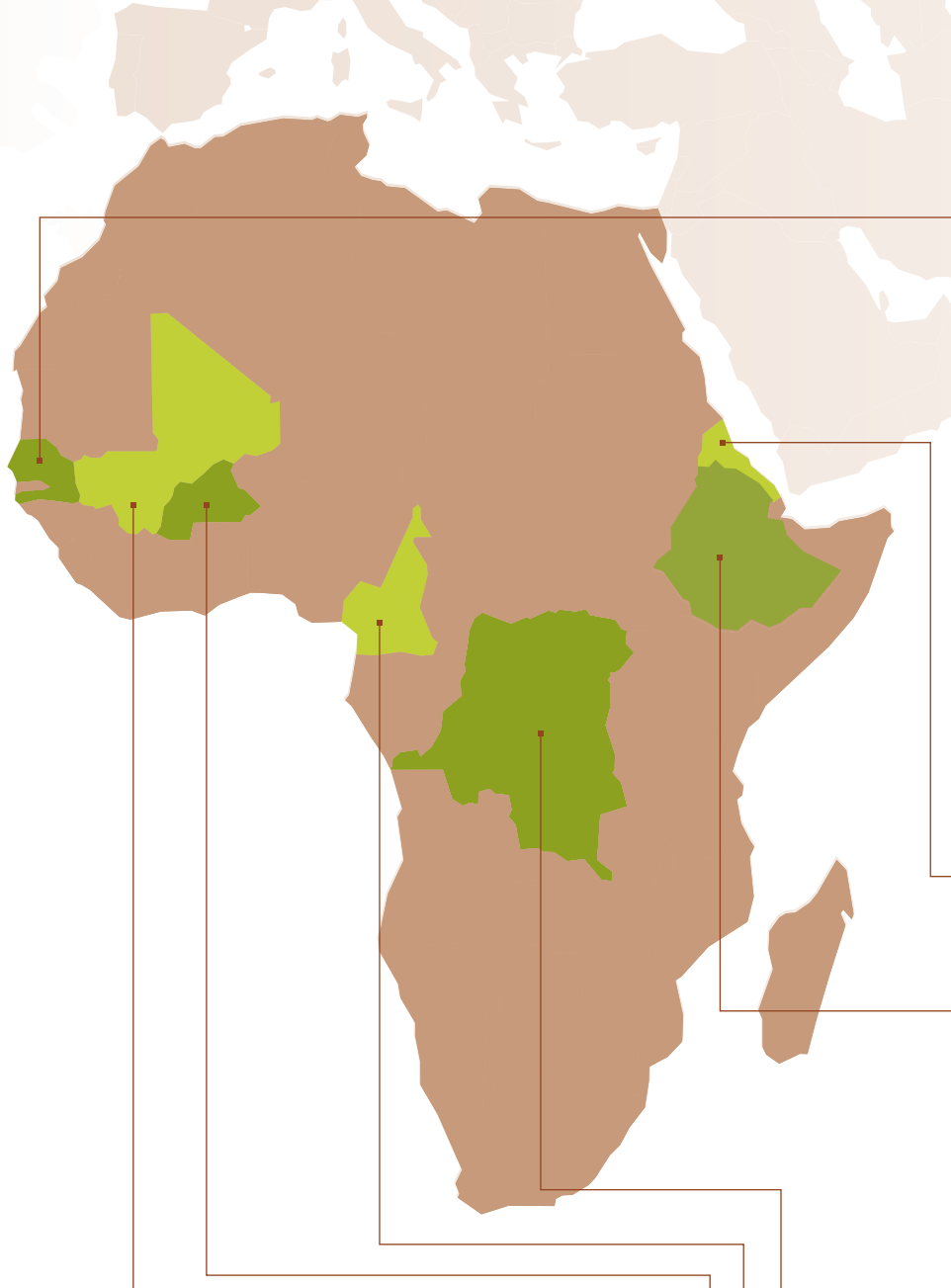
EQUATEUR

-  **CEPESIU**
Centre de Promocion y Empleo
-  **CAAP**
Centro Andino de Acción Popular
-  **FOGAL**
Fonds de Garantie Amérique Latine

BOLIVIE

-  **AOPEB**
Association des Organisations de Producteurs Biologiques de Bolivie
-  **OEPAIC**
Réseau des Organisations d'Artisans
-  **FINCAFE**
Services financiers au secteur café
-  **FINRURAL**
Réseau d'ONG de microfinance rurale
-  **COMART**
Communauté d'artisans Tukuypaj
-  **VILLA ORIENTE**
Coopérative de café
-  **ALTO SAJAMA**
Coopérative de café
-  **CENAPROC**
Centrale de producteurs de café
-  **CENCOOP**
Centrale de producteurs de café de Coroico
-  **ANTOFAGASTA**
Coopérative de café
-  **MEJILLONES**
Coopérative de café
-  **PRO RURAL**
ONG de développement
-  **UNIARTE**
Association d'artisans
-  **AAA**
Association d'artisans andins Ayllu Majasaya
-  **PROTAL**
Association de producteurs Coraca
-  **MUNICIPALITE DE CLIZA**
-  **MUNICIPALITE DE TIQUIPAYA**
-  **ARAO**
Association rurale des artisans d'Oruro
-  **INKA PALLAY**
Association d'artisans
-  **AAT**
Associaton des artisans de Tajzara
-  **ARTE HOGAR**
Association d'artisans
-  **FOGAL**
Fonds de Garantie Amérique Latine





SÉNÉGAL

-  **FIARA**
Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales
-  **ROPPA**
Réseau des Organisations de Producteurs et de Paysans d'Afrique de l'Ouest
-  **FONGS**
Fédération Nationale d'Organisations Paysannes
-  **PDIF**
Programme de Développement Intégré de Fatick
-  **CNCR**
Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux
-  **FAPAL**
Fédération des Associations de Producteurs de Louga
-  **EGAB**
Entente des Groupements Associés de Barkedji
-  **UJAK**
Union des Jeunes Agriculteurs de Koyli Wirnde
-  **ADAK**
Association pour le Développement des Agriculteurs de Kaolack
-  **ARB**
Association pour la Redynamisation du Boundou






ERYTHRÉE

-  **MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE**






ETHIOPIE

-  **FCE**
Facilitators for Change Ethiopia
-  **DECSI**
Dedebit Credit and Saving Institution
-  **SFPI**
Specialized Financial Promotional Institution
-  **AVFS**
African Village Financial Services
-  **BUUSAA GONOFAA**

MALI

-  **CNOP**
Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali
-  **AOPP**
Association des Organisations Professionnelles Paysannes
-  **FARANFASI SO**
Fédération des Centres de Service
-  **SEXAGON**
Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger
-  **ROPPA**
Réseau des Organisations de Producteurs et de Paysans d'Afrique de l'Ouest
-  **KAFO JIGINEW**
Réseau d'épargne et de crédit




BURKINA FASO

-  **ROPPA**
Réseau des Organisations de Producteurs et de Paysans d'Afrique de l'Ouest
-  **APESS**
Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane
-  **FNGN**
Fédération Nationale des Groupements NAAM
-  **CPF**
Confédération Paysanne du Faso
-  **APIL**
Association pour la Promotion des Initiatives Locales




RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

-  **PAIDEK**
Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Economique du Kivu
-  **CENADEP**
Centre National d'Appui au Développement et à la Participation populaire
-  **GAMF**
Groupe d'Acteurs de Microfinance du Sud Kivu

CAMEROUN

-  **BINUM**
Associations de Producteurs pour le Développement
-  **ACDIC**
Association Camerounaise de Défense des Intérêts des Citoyens
-  **NOWEFOR**
North West Farmers' Organization

Légendes

-  Institutions de microfinance
-  Organisations paysannes
-  Autres

La microfinance, c'est aussi au Nord

Un des plus grands défis des institutions de microfinance consiste en la disposition suffisante de moyens financiers pour pouvoir octroyer des crédits à tous les clients ou membres. Une série d'organisations, dont l'association belge Alterfin, tentent pour cela de mobiliser du capital dans le Nord pour l'investir dans des institutions de microfinance dans le Sud.

Alterfin est une coopérative belge, qui réunit des ONG (dont SOS Faim depuis 1997), des banques, des organisations sociales et des particuliers (ces derniers majoritaires en nombre et en volume). Cette alliance pour le moins originale entre ONG et institutions financières se justifie car, en tant qu'investisseur alternatif, Alterfin ne fait pas de dons mais investit, ce qui permet de donner à l'appui financier un caractère plus durable.



Photo : JEAN-LOUIS BROCARD - SOS FAIM

Le micro-crédit au Sud est garanti par des institutions financières au Nord

L'objectif d'Alterfin est de contribuer à la construction d'un réseau financier accessible aux groupes socialement et économiquement défavorisés, qui n'ont que rarement accès aux institutions locales de crédit traditionnelles. Selon les situations, Alterfin octroie des prêts, se porte garant pour des crédits locaux ou prend des participations temporaires dans des institutions financières du Sud. Ces organisations offrent à leur tour des services d'épargne et de crédit à des dizaines de milliers de petits entrepreneurs d'Afrique et d'Amérique latine.

Alterfin a travaillé avec pas moins de 63 partenaires en 2008, permettant à 773.000 petits entrepreneurs et producteurs d'avoir accès au crédit, pour un montant moyen de 340€ en Afrique et 630€ en Amérique latine. Le portefeuille de financements d'Alterfin s'élève désormais à 8,9 millions d'euros. Ce montant est plus important que le capital social ce qui signifie que chaque euro investi par les coopérateurs s'investit plusieurs fois par an dans le Sud.

L'implication de SOS Faim dans Alterfin illustre la volonté de financer de manière innovante et responsable les projets développés par les partenaires du Sud.



Photo : VPH - SOS Faim

Marc Mees est coordinateur du Service Appui aux Partenaires, et spécialiste des questions relatives à la microfinance au sein de SOS Faim.

SOS Faim siège au conseil d'administration d'Alterfin ainsi qu'au sein de son comité de crédits. Seuls les dossiers validés par le comité peuvent être mis en œuvre. Cela nous permet de nous assurer du focus sur une approche sociale de la microfinance. L'autre intérêt pour nous est bien entendu de pouvoir proposer des dossiers liés à nos partenaires. S'il y a quelques années la moitié des partenaires étaient communs à SOS Faim et à Alterfin, cette proportion a quelque peu diminué, ce qui est surtout la conséquence de l'important développement d'Alterfin.

Quant à la crise financière, force est de constater que les partenaires d'Alterfin ont un très bon niveau de résistance. Tous les indicateurs sont au vert, y compris ceux qui suivent les taux de non-remboursement des crédits.

Il y a d'ailleurs un paradoxe : les résultats d'Alterfin étant positifs, celui-ci a proposé à ses coopérateurs une rémunération du capital comme les autres années. Comme quoi, en cette année d'effondrement du capitalisme, la microfinance pourrait être considérée comme une valeur-refuge !

Même si le modèle d'Alterfin a fait ses preuves, l'avenir suscite bien des interrogations. Le capital est en croissance continue, mais ne suffit pas pour suivre la demande, enchaîne Marc Mees. Il ne faut cependant pas se focaliser sur la croissance, mais avoir à l'esprit que la microfinance est avant tout un outil de développement ! SOS Faim continuera, par son influence au sein d'Alterfin, à assurer que la vision de développement rural reste centrale dans l'activité d'Alterfin.

Une information claire et efficace

DES OBJECTIFS PRÉCIS

Si la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des populations et des pays de définir leurs propres politiques alimentaires et agricoles afin de satisfaire leurs besoins, fut la grande thématique 2008, 3 objectifs spécifiques ont constitué le fil rouge de la communication 2008 de SOS Faim :

- **Relayer** : le relais, au Nord, auprès des décideurs politiques belges et européens, des approches et des positions des partenaires de SOS Faim en vue d'influencer les politiques qu'ils mettent en œuvre
- **Informer** : par la constitution d'un réseau de citoyens belges défendant les positions des acteurs ruraux afin que leurs revendications soient mieux prises en compte
- **Débattre** : par la mise en perspective des initiatives de nos partenaires auprès des acteurs de la coopération au développement

Le séminaire **Alimenterre** aura été emblématique de la prise en compte par SOS Faim de ces 3 objectifs. Rassemblant des représentants paysans d'Afrique, d'Europe et des ONG, celui-ci s'est déroulé pendant 7 jours à Luxembourg, avec des déplacements à Paris et à Bruxelles. Mettant l'accent sur la cohérence des politiques européennes vis-à-vis du développement des pays du Sud, les débats auront débouché sur la rédaction de l'Appel du Luxembourg, qui aura été partagé avec tous les partis francophones belges (en phase de préparation de leur programme pour les élections européennes et régionales), la Commission du Développement du Parlement européen et la DG Développement. Plus largement, il aura permis de diffuser les réflexions et les prises de position vers les citoyens ainsi que vers nos partenaires.



Photo : VPI - SOS Faim

LE RELAIS, UN TRAVAIL D'INFLUENCE

La stratégie est triple : sensibiliser, s'allier, plaider.

En ce qui concerne la **sensibilisation** des décideurs, SOS Faim a innové en 2008, en réalisant un **bulletin de veille électronique** « Souveraineté Alimentaire ». Celui-ci est diffusé aux 6.500 abonnés de l'association française Inter-Réseaux et à 250 décideurs belges, luxembourgeois et européens, et comprendra 8 éditions par an.

Par ailleurs, le magazine **Défis Sud**, désormais tiré à 2.500 exemplaires, a publié en 2008 six dossiers thématiques consacrés à l'économie rurale et au développement rural. Tout au long de l'année, Défis Sud a porté la parole des acteurs du Sud impliqués dans le développement rural auprès d'institutions du Nord telles que la DG Développement de la Commission européenne, le Parlement européen, la Banque mondiale, la Coordination paysanne européenne, le Rapporteur spécial des Nations unies, etc.

Le relais vers les décideurs des positions de nos partenaires a progressé cette année

2008 aura vu la production ou la diffusion d'un grand nombre de **réalisations audio-visuelles**. Un documentaire de 28' aura été monté puis diffusé sur Canal C dans le cadre de la campagne du Collectif Alimenterre.

4 réalisations audio-visuelles ont été mises en chantier :

- la première relative au séminaire Alimenterre, qui sera disponible début 2009 dans un coffret multimédia qui sera largement diffusé ;
- un reportage a été réalisé à l'occasion de l'organisation de la manifestation contre la corruption au sein du ministère de l'agriculture au Cameroun et a été diffusé sur Euronews en janvier 2009 ;
- une capsule destinée à être mise en ligne sur notre site internet présentant le Programme de développement intégré de Fatik ;
- une capsule illustrant l'implication de SOS Faim et de ses partenaires dans les activités de plaidoyer.

Communication



Photo : VPI – SOS Faim

Relayer et informer les décideurs, ici le Ministre de la Coopération internationale Charles Michel, sont deux des piliers de la communication de SOS Faim.

Les **alliances** sont bien entendu essentielles au travail de SOS Faim, principalement avec des organisations paysannes africaines ou sud-américaines. Au niveau des relais politiques, on notera la participation de SOS Faim au sein de la plateforme pour la Souveraineté Alimentaire (PFSA) dont les positions ont été communiquées aux parlementaires européens et aux décideurs belges ; la Coalition contre la Faim dont les travaux se sont notamment concrétisés dans la sensibilisation des parlementaires fédéraux, ou encore l'investissement nouveau dans le RABAD, le Réseau des Acteurs Bruxellois pour une Alimentation Durable.

Quant aux **activités de plaidoyer**, 2 pétitions ont été remises cette année, l'une relative à la souveraineté alimentaire et comportant 100.000 signatures, l'autre riche de 80.000 signatures et se focalisant sur la crise alimentaire.

A noter encore l'interpellation du Parlement fédéral dans le cadre de la **Journée Mondiale de l'Alimentation (JMA)**. Une mobilisation qui aura permis de finaliser une résolution parlementaire visant à renforcer les actions de la Belgique pour le renforcement de l'agriculture dans les politiques de coopération.

L'INFORMATION, UNE QUESTION DE RENCONTRES

SOS Faim aura participé cette année à **10 manifestations de grande ou moyenne**

envergure, au rang desquelles on retrouve Esperanzah, la Foire de Libramont, Valériane, Bruxelles Champêtre, etc.

L'animation des stands reposait sur la campagne souveraineté alimentaire « L'agriculteur africain est rayé de la carte » avec un nouvel angle d'approche. Le stand symbolisait un étal de marché, avec des produits africains, en vue de susciter le débat sur la crise alimentaire qui a gravement atteint l'ensemble des populations du Sud. 11.000 personnes furent touchées, 3.000 quizz remplis, 4.000 pétitions signées, plus de 800 personnes ont souhaité rester en contact avec SOS Faim.

Parallèlement aux stands, **25 activités** (rencontres ou conférences) ont été réalisées sur différents campus universitaires (ULB, UCL, ULG, UMH, FUCAM, Gembloux, IHECS).

Un temps-fort de l'année 2008 fut l'organisation, durant une semaine, d'un cycle "rencontres avec le Sud" illustré par l'invitation de Papa Asane Diop, cadre technique à la FONGS, à venir témoigner des réalités rurales du Sud auprès de 130 étudiants et professeurs.

Le nombre d'internautes consultant le **site internet** de SOS Faim est en constante progression avec, rien que pour le dernier trimestre, une moyenne de 2.630 visites par mois. Des chiffres en constante progression.

Communication



Photo : AKE – SOS Faim

Les stands de SOS Faim connaissent toujours un franc succès

Enfin, **Dajaloo** a publié 5 numéros en 2008, avec une attention particulière portée sur les activités de campagne et les réalisations des supporters.



7.300 personnes le reçoivent par courrier et 500 par mail. Grande innovation, SOS Faim a invité ses bénévoles à participer plus activement à la rédaction de Dajaloo. Un comité éditorial composé de permanents de SOS Faim et de bénévoles a été instauré à cette fin.

Il va de soi que toutes ces actions sont systématiquement relayées vers la presse, SOS Faim et ses partenaires bénéficiant de la sorte de retombées en télévision (JT de la RTBF), d'articles dans la **presse** quotidienne et d'interviews en radio.

A noter encore que 2008 aura été marquée par une activation croissante du réseau de **bénévoles**, qui contribue grandement aux activités de mobilisation.

UNE MISE EN DÉBAT INDISPENSABLE

3 éditions de **Zoom microfinance** et 2 éditions de **Dynamiques paysannes** ont été publiées. Spécifiquement destinées aux acteurs de la coopération au développement, leur diffusion est internationale, couvrant 56 pays pour Zoom microfinance et 50 pays pour Dynamiques paysannes. Les maquettes de ces deux publications ont été profondément remaniées cette année.

SOS Faim a par ailleurs poursuivi sa collaboration avec Inter-Réseaux, ce qui aura permis, lors de **séminaires** et de **rencontres**, aux membres de SOS Faim et à certains partenaires de défendre leur approche des thématiques de l'appui aux organisations paysannes et du financement rural via la microfinance.

INFORMER, C'EST AUSSI FORMER

SOS Faim est impliqué dans l'**European Microfinance Program**, une initiative de 3 universités : Paris Dauphine, Wageningen aux Pays-Bas et l'Académie Wallonie-Bruxelles (constitué de l'Université libre de Bruxelles et de l'Université de Mons-Hainaut). SOS Faim, en tant qu'ONG spécialisée en microfinance, est impliquée dans le cursus, s'occupant notamment des stages (de 2 à 4 mois) des étudiants. Ce volet est très bien perçu par les partenaires sur place.

SOS Faim est également une des ONG partenaires du **CERMI** (Centre Européen de Recherche en Microfinance rattaché à l'Université libre de Bruxelles) orienté vers la formation de doctorants en microfinance.

Le financement, la base de tout projet

Les dons sont toujours aussi fondamentaux pour que SOS Faim atteigne ses objectifs. Ils ne représentent certes que 15% des recettes, mais ces petites sommes, cumulées, permettent l'obtention de subsides aux niveaux belge et européen. Ainsi, chaque euro versé permet de soutenir pour 4,86€ les projets de nos partenaires du Sud, soit, cette année, un total de 4.132.803€.

UNE RÉCOLTE DE FONDS DYNAMIQUE

Les résultats de la récolte de fonds 2008 sont en hausse de 3,5% par rapport à 2007, quand les frais inhérents à cette même récolte ont diminué de 6,5%. Il s'agit d'un résultat remarquable, compte tenu de la crise qui a frappé notre économie en fin d'année. Si le nombre de donateurs s'est stabilisé à près de 12.000 personnes, le recrutement de nouveaux donateurs, en revanche, est de plus en plus difficile. La bonne nouvelle vient de l'augmentation du nombre de donateurs actifs via ordre permanent.



Photo : LBI - SOS Faim

Chaque euro versé permet de soutenir pour 4,86 € les projets de nos partenaires du Sud

A noter que si les héritages ont contribué à alimenter les fonds de SOS Faim, il en va de même pour les couples qui ont associé SOS Faim à leur mariage.

FINANCEMENT INSTITUTIONNEL : DES RÉSULTATS CONTRASTÉS

Les résultats du financement institutionnel en 2008 sont susceptibles d'améliorations.

- la DGCD reste le principal levier financier de SOS Faim avec un montant obtenu s'élevant à 3.009.681€
- l'Union européenne est l'autre pilier majeur du financement institutionnel avec 1.203.354€ obtenus
- évolution positive du côté de la Fondation RAFFEISEN Belgique (BRS) et de la Fondation EFICO

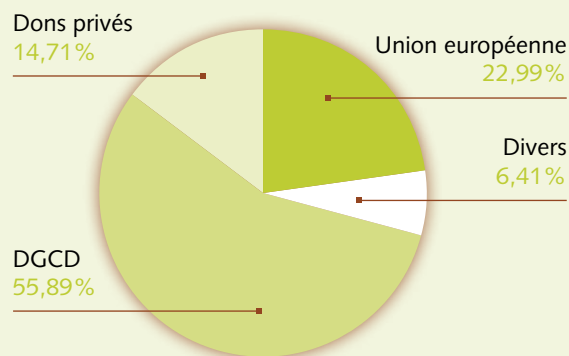
- les fonds obtenus de la Communauté française de Belgique (CGRI-DRI) sont stables à 55.639€

La recherche de financement est désormais un défi très important, la pression sur les fonds propres se faisant désormais plus forte.

LES RELATIONS INSTITUTIONNELLES UNE ÉVIDENCE

SOS Faim se doit d'entretenir des relations institutionnelles avec d'autres partenaires. Ceci tout simplement parce que, dans le cadre du développement d'actions tournées vers les pays du Sud et vers les décideurs du Nord, le travail en réseau est primordial en termes de pertinence de

SOURCES DE FINANCEMENT



Ressources

récolte des informations et de développement de synergies opérationnelles. Dans ce but, SOS Faim et ses animateurs interviennent régulièrement dans de nombreuses agences d'aide, des ONG et des fondations, ce qui confère une sérieuse reconnaissance du travail de SOS Faim et facilite grandement le travail en réseau.

Cette implication dans les milieux associatifs se concrétise notamment par :

- la participation au Conseil d'administration et au comité de crédit d'Alterfin ;
- la participation au Conseil d'administration de la Plate-forme européenne de la microfinance ;
- la présidence de l'association Inter-Réseaux France. SOS Faim participe de la sorte à de nombreuses initiatives : développement rural et de l'agriculture, organisations paysannes, etc. En plus de permettre de nouer des contacts avec le milieu de la coopération française, cette participation favorise des synergies thématiques ;
- la participation à la Coalition contre la faim, dont les travaux se sont concrétisés notamment par l'organisation d'un colloque sur la place de l'agriculture dans la coopération, l'organisation de la sensibilisation des parlementaires fédéraux et le suivi de l'évaluation de l'action de la Belgique dans le soutien à l'agriculture en matière de coopération dans les pays du Sud ;
- la présence dans la Plateforme belge pour la souveraineté alimentaire. Celle-ci, qui regroupe des ONG et des associations de défense des consommateurs et de l'environnement, mais

aussi des agriculteurs du Nord, prend en compte les intérêts des agriculteurs du Sud dans ses prises de position.

En outre, SOS Faim :

- est membre de l'ACODEV, la fédération belge francophone des ONG. SOS Faim participe à son Conseil d'administration et représente la fédération au Conseil Wallonie-Bruxelles de la Coopération Internationale ;
- est membre du CFP (Corporate Funding Program), une association constituée d'entreprises et d'ONG et qui a pour mission de récolter des fonds auprès d'entreprises en vue de financer des actions au Sud ;
- est membre du « Réseau Cotonou » qui suit de près l'évolution des Accords de Cotonou régissant les relations entre l'Union européenne et les pays ACP

(Afrique, Caraïbes, Pacifique) ;

- est un des collaborateurs historiques du « Comité français de Solidarité Internationale », un collectif d'ONG ;
- collabore depuis 15 ans avec la DDC (Coopération suisse) pour soutenir la FONGS, la Fédération Nationale d'Organisations Paysannes sénégalaise ;
- est membre d'EURAC, un réseau européen pour l'Afrique centrale ;
- entretient des relations nourries avec un grand nombre d'associations belges (Oxfam Solidarité, Vredeseilanden, CNCD, 11.11.11, Solidarité socialiste, etc.), françaises (le GRET, l'IRAM et le CCFD), néerlandaises (ICCO, NOVIB, Agriterra et CORDAID), allemandes (EED, Bröt für die Welt) et européennes (APRODEV).



Les relations institutionnelles sont un élément-clé du travail de SOS Faim

Comptes et bilan financier 2008

SOS Faim • Compte de résultat (en €)

RECETTES	2007	2008	
Donateurs	820 933,01	850 026,20	
CGRI DRI	57 788,00	55 639,00	
DGCD	3 119 490,02	3 009 681,58	
Entreprises Fondations	75 466,50	118 875,00	1
Héritage	6 640,00	24 883,12	
ONG (Lux)	43 731,50	60 104,47	
Union européenne	1 282 890,42	1 203 354,65	
Loterie Nationale	54 162,75	35 837,25	
Prestations de services	16 232,83	17 230,93	
Produits financiers	85 706,37	101 581,70	2
Produits divers	5 088,08	7 195,39	
Maribel	13 107,37	13 293,66	
TOTAL RECETTES	5 581 236,85	5 497 702,95	
CHARGES	2007	2008	
Transferts aux projets et services	4 248 403,10	4 132 803,52	3
Récolte de fonds	165 321,21	154 641,21	
Activités d'éducation au développement	262 739,93	298 172,07	
Fonctionnement et amortissements	117 382,85	104 788,37	
Frais du personnel	769 488,81	855 185,04	4
Frais financiers	17 628,17	15 105,95	
TOTAL CHARGES	5 580 964,07	5 560 696,16	
RESULTAT	272,78	-62 993,21	5

1 En augmentation en raison de la volonté de SOS Faim de diversifier ses donateurs et en raison d'une politique plus dynamique vers ce type de donateurs.

2 Progression en raison d'une gestion appropriée et de taux d'intérêts élevés les 3 premiers trimestres de 2008

3 En diminution car les actions en Erythrée n'ont pas pu être réalisées en 2008.

4 En augmentation en raison de différents éléments : trois indexations, augmentations barémiques, nouvelle politique en matière de remboursement des frais de déplacement en transport public, création d'un nouveau poste en fin d'année.

5 Chaque année, toutes choses restant égales, SOS Faim est plus ou moins en équilibre, nos engagements étant couverts par des recettes. En 2008, des apports en fonds propres dans les dossiers à clôturer en 2009 ont occasionné une légère perte dans le résultat.

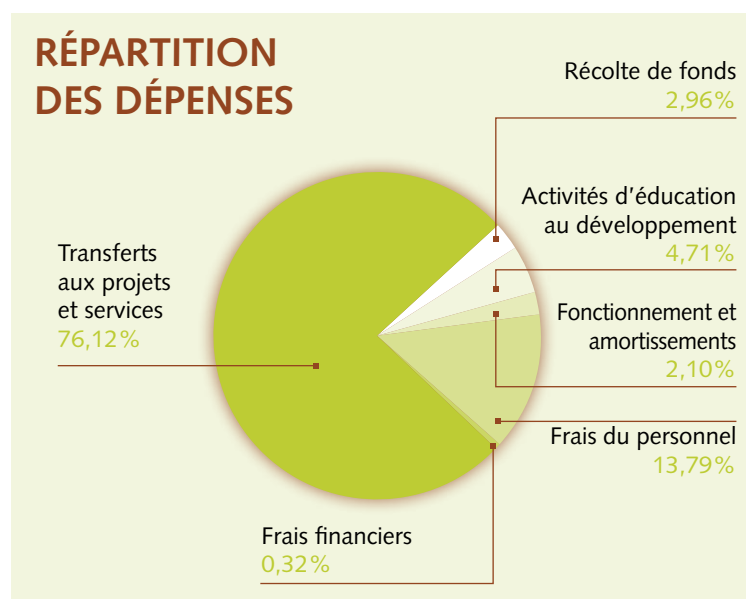
Finances

SOS Faim • Bilan (en €)

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	42 712,48	Fonds Social	1 433 313,80
Créances	486 365,02	Provisions	33 279,95
Disponible	2 064 340,19	Dettes	704 631,38
Régularisation	403 409,46	Régularisation	825 602,02
2 996 827,15		2 996 827,15	

Les comptes de SOS Faim, tenus selon la nouvelle loi relative aux ASBL, sont :

- audités et certifiés par le Cabinet Bigonville Delhove & Co,
- approuvés par l'Assemblée générale de l'association,
- contrôlés, en ce qui concerne les projets à financement public, par la Commission européenne et la Direction générale de la Coopération au Développement (Service fédéral belge) pour le financement de projets,
- déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bruxelles et à la Banque Nationale.



SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg : une étroite coopération

Les deux ONG sont à la recherche constante de nouvelles synergies

UNE MÊME VISION, UN MÊME ESPRIT

Bien qu'étant des associations juridiquement indépendantes, il va de soi que SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg ne font pas que partager le même nom, mais sont en contact permanent et agissent de concert sur une grande majorité d'actions. Les grandes orientations stratégiques sont définies conjointement, et la mise en commun des moyens opérationnels et des ressources permet plus d'efficacité, tant en amont que sur le terrain. Cette philosophie de travail permet en outre d'élargir les relations institutionnelles et politiques.

Sur le plan opérationnel, les deux associations :

- partagent le même « Service Appui Partenaires » des pays du Sud,
- travaillent main dans la main, tant dans les activités d'information développées au Nord qu'en ce qui concerne les opérations destinées aux partenaires du Sud,
- partagent le même site internet,
- participent à la rédaction, à la publication et à la diffusion de « Défis Sud », « Zoom Microfinance » et « Dynamiques Paysannes ».

Sur le plan des campagnes, les deux associations ont travaillé ensemble pour la mise en œuvre d'actions d'éducation au développement sur la **souveraineté alimentaire**. Elles participent l'une et l'autre au travail de l'ONG française **Inter-Réseaux**.

De nombreux partenariats communs les réunissent (Ethiopie, Cameroun, Répu-

blique Démocratique du Congo, Sénégal), SOS Faim Luxembourg menant de son côté des actions spécifiques au Bénin, au Congo-Brazzaville et au Niger.

Les initiatives sur le continent sud-américain sont pour leur part entièrement appuyées et suivies par la Belgique.

Le Secrétariat accompagne le Secrétaire général dans la gestion quotidienne. Le Secrétaire général a pour missions de coordonner l'ensemble des activités, de représenter l'association à l'extérieur et de rendre compte du travail des équipes auprès du Conseil d'administration.

- SOS Faim Belgique a pour Secrétaire Général Freddy Destrait assisté par le secrétariat, Linda Gelmi et Sonia N'Kele.
- SOS Faim Luxembourg a pour Directeur Thierry Defense avec pour assistante Stéphanie Rajchel.

Le Service Appui Partenaires est en charge du suivi des projets. Il est donc en contact permanent avec les partenaires du Sud afin de gérer au mieux les projets dans le cadre des objectifs donnés et des budgets alloués. Il est composé :

- En Belgique : de Marc Mees, François Vandercam, Hervé Léonard, Laurent Biot et Christophe Brismé.
- Au Luxembourg : d'Aude Ehlinger, François Legac, Nedjma Bennegouch et Marc Mees (coordination commune).

SOS Faim Belgique dispose encore de deux antennes afin de gérer étroitement les relations avec les partenaires locaux :

- au Pérou (Lima) : Wilfredo Necochea Tello (Responsable de l'Antenne),

Viviana Migliori, Antonio Galdos, Marcela Candela, Angela Cerna.

- en Bolivie (Cochabamba) : Cesar Soto Santisteban (Responsable de l'Antenne), Enrique Guzman, Margoth Salguero, Jimmy Menesez.

Le Service Education au Développement, quant à lui, est chargé d'organiser les prises de parole avec les différents publics-cibles (politiques, citoyens, institutionnels, etc.) en développant des campagnes d'information et de lobbying et en prenant en charge la réalisation, la promotion et la diffusion des publications :

- En Belgique : Jean-Jacques Grodent, Pierre Coopman, Virginie Pissoort, Perrine Fournier et Anne Kennes.
- Au Luxembourg : Chloé Kolb et Marine Lefebvre.

Le Service Relations Donateurs assure la récolte de fonds auprès du public, et ce dans le respect des principes éthiques détaillés dans la charte disponible sur le site internet. Il est également en charge de la gestion du fichier des donateurs et de la réponse à leurs demandes :

- En Belgique : Sabine Chevalier.
- Au Luxembourg : Thierry Defense.

Le Service Administration et Finances établit les budgets annuels, en assure le suivi, gère les aspects financiers au quotidien et veille au respect des procédures internes et externes :

- En Belgique : Marianne Lebeau, Ascension Nieto.
- Au Luxembourg : Laetitia Vautier.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée générale veille à ce que SOS Faim garde le cap sur ses objectifs sociaux et économiques de lutte contre la pauvreté dans les pays du Sud. En voici la liste des membres au 30 avril 2009 :

Sergio Alvarez, Jean-Jacques Beauvois, Juliette Bouffioux, Thierry Defense, Laurence Demaeght, Jean-Paul De Potter, Freddy Destrait, Freddy Devreeze, Amadou Diop, Michel Falisse, Baudouin Hamuli Kabarhuza, Sabine Heymann, Olivier Heck, Nicole Hogger, Marek Hudon, Henri Jurfest, Bruno Lambin, Anne-Hélène Lulling, André Masset, Ephrem Mbugulize, Marc Mees, Bernard Njonga, Wilfredo Necochea, Mamadou Ouedraogo, Denis Pesche, Jean-Michel Pochet, Roger Reul, Céline Vandermotten, Marc Van Eerdewegh, Lucas Van Wunnik, Patrick Venturini, Pierre Vigneron.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration approuve les stratégies proposées par le Secrétaire Général, supervise leur réalisation et est particulièrement attentif à la gestion des ressources financières et humaines de SOS Faim. En voici sa composition au 30 avril 2009 :

Jean-Jacques Beauvois (président), Roger Reul (vice-président), Juliette Bouffioux (secrétaire), Freddy Destrait, Amadou Diop, Marek Hudon, Céline Vandermotten, Pierre Vigneron (trésorier).

COORDONNÉES

SOS Faim Belgique asbl
Rue aux Laines, 4
B-1000 Bruxelles, Belgique
T +32 (0)2 511 22 38
F +32 (0)2 514 47 77
@ info.be@sosfaim.org
www.sosfaim.org
Banque : 000-0000015-15

Antenne de SOS Faim Belgique au Pérou

SOS Faim Perú
Av. Joaquín Madrid 371
San Borja - Lima 41, Perú.
T +511 223-7488
F +511 225-3088
@ sosf@amauta.rcp.net.pe

Antenne de SOS Faim Belgique en Bolivie

SOS Faim Bolivia
Pedro Blanco 352E/ AV. Santa Cruz
Cochabamba, Bolivia
T +591 44-48 58 38
T +591 44-24 38 62
F +591 44-48 58 38
@ csoto@supernet.com.bo

SOS Faim Luxembourg asbl

Action pour le développement
88, rue Victor Hugo
L-4141 Esch/Alzette, Grand Duché
du Luxembourg
T +352 49 09 96
F +352 49 09 96 28
@ info-Luxembourg@sosfaim.org
www.sosfaim.org
Banque CCPLLULL :
IBAN LU22 1111 0055 5526 000



Caëll Turine - SOS Faim

La thématique de la souveraineté alimentaire est centrale dans les activités de SOS Faim

CRÉDITS

Rédaction en français (à partir des documents de l'association) et conception graphique : Transadvertising.

Impression sur papier respectueux de l'environnement : Arte Print.

Ce rapport est également disponible en version électronique en français, anglais et espagnol. Téléchargeable sur le site web de l'association.

Photo de couverture : SOS Faim – Jean-Louis Brocart ; un bénéficiaire du Réseau Baoré Tradition Epargne Crédit des Groupements **Naam** rembourse son crédit.



10000

BANQUE CENTRALE
COINTE DE L'OUEST

0623521644